

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1971

5 août 2015

SOMMAIRE

Arkus Financial Services	94581	ProLogis European Holdings VIII S.à r.l.	94597
Bil Manage Invest S.A.	94596	ProLogis European Holdings VII S.à r.l.	94597
Carib Shipping Luxembourg S.A.	94564	ProLogis European Holdings VI S.à r.l.	94597
Danske Bank International S.A.	94565	ProLogis European Holdings XIX S.à r.l.	94597
Dorinda Holding S.A.	94563	ProLogis European Holdings XVIII S.à r.l. ..	94597
Gavia Holding S.A.	94564	ProLogis European Holdings XVII S.à r.l.	94597
Kensington Spain Topco S.à r.l.	94582	ProLogis European Holdings XVI S.à r.l.	94597
Media Market Consultant S.A.	94564	ProLogis European Holdings XV S.à r.l.	94597
Mediation S.A.	94564	Prologis European Holdings XXIV S.à r.l.	94566
Menuiserie Majoie Michel S.A.	94608	QP Luxco S.à r.l.	94567
Mercer Private Markets (Luxembourg) S.à r.l.	94568	REIP Portfolio Holding S.à r.l.	94567
MMC International S.A.	94563	Rice LuxCo S.à r.l.	94567
MV Aluminium	94563	RP Waldstadt S.à r.l.	94567
Ocean Trade Lux Co S.à r.l.	94562	RTL Group S.A.	94562
OCM Luxembourg Unicity Top Holdings S.à r.l.	94590	Sapphire S.à r.l.	94566
O'Key Group S.A.	94563	SCM Strategic Capital Management (Luxem- bourg) S.à r.l.	94568
Orsa Maggiore S.A.	94562	SES TechCom S.A.	94607
Oscar	94562	Shanghai Luxco Heng Kang S.à r.l.	94563
Oscar	94562	SKY Harbor Global Funds	94563
OVER THE RAINBOW - Ecole Maternelle & Primaire Multilingue A.s.b.l.	94607	Société de participation financière "Scheid- berg"	94565
Preval	94566	Sofagi S.C.A.	94569
ProLogis European Holdings II S.à r.l.	94597	Specie Ridge Equities S. à r.l.	94565
ProLogis European Holdings IV S.à r.l.	94597	Spectrum Media S.à r.l.	94565
ProLogis European Holdings IX S.à r.l.	94597	Steel Capital S.A.	94566
ProLogis European Holdings S.à r.l.	94597	VENTECH CHINA III SICAR	94571

RTL Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 10.807.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015084297/9.

(150096677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Oscar, Société Anonyme.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 44.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2015087411/10.

(150099447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Oscar, Société Anonyme.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 44.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2015087412/10.

(150099452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Ocean Trade Lux Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 153.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ocean Trade Lux Co S.à r.l.

Société à Responsabilité Limitée

Référence de publication: 2015087402/11.

(150099511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Orsa Maggiore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 111.018.

Par décision du Conseil d'administration tenu le 3 juin 2015 au siège social de la société, il a été décidé:

- De transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg vers 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ORSA MAGGIORE S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2015087410/14.

(150099772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

SKY Harbor Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 167.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084329/9.
(150096634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

MMC International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 95.668.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10.06.2015.
Référence de publication: 2015087384/10.
(150099752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

MV Aluminium, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 1, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 169.972.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015087389/10.

(150099645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

**O'Key Group S.A., Société Anonyme,
(anc. Dorinda Holding S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 80.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signatures

Référence de publication: 2015089083/12.

(150101699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Shanghai Luxco Heng Kang S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1725 Luxembourg, 9, rue Henri VII.
R.C.S. Luxembourg B 190.740.

Extrait des résolutions du Conseil de Gérance prises le 1^{er} juin 2015

Le siège social de la société est transféré du 4, rue Jean-Pierre Probst, L-2352 Luxembourg, au 9, rue Henri VII, L-1725 Luxembourg, avec effet au 1^{er} mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015088418/13.

(150100699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Gavia Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 73.022.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015085433/9.

(150098104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Media Market Consultant S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 34.234.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015089051/11.

(150101199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Carib Shipping Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 68.002.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015087851/12.

(150101143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Mediation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 137, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 36.582.

Extrait de l'acte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 05 Juin 2015

1^{ère} Résolution

L'Assemblée générale accepte la prorogation des mandats des administrateurs Madame Netty Thines et des Messieurs Nicolas Decker, Claude Muller, Emmanuel Fleig, adresse privée ou professionnelle: 27, Cité Henri Dunant, L-8095 Bertrange, et Armand Hamling jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2021,

2^{ème} Résolution

L'Assemblée générale accepte la prorogation du mandat du commissaire au compte de Madame Lorian De Paoli jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2021.

3^{ème} Résolution

L'Assemblée générale accepte de rayer Monsieur Emmanuel Fleig comme commissaire aux comptes.

Luxembourg, le 05 juin 2015.

Netty Thines

Administrateur

Référence de publication: 2015089052/20.

(150101404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Société de participation financière "Scheidberg", Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6773 Grevenmacher, 8, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 40.341.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088421/9.

(150100855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Danske Bank International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 14.101.

La liste des fondés de pouvoir (A) et (B) de la banque a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015085306/10.

(150096891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Specie Ridge Equities S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 116.655.

Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 1^{er} avril 2015

1. Monsieur Nicolas Gasztonyi a démissionné de son mandat de gérant, avec effet au 31 mars 2015.

2. Madame Chai Leng Seow, née à Selangor (Malaisie), le 1^{er} décembre 1972, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante, avec effet au 1^{er} avril 2015 pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 11.06.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Specie Ridge Equities S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015088424/16.

(150100815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Spectrum Media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 568.132,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.105.

Extrait des résolutions prises par l'associé de la Société en date du 10 mai 2015:

L'associé de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Nomination de M. Yves Cheret, résidant professionnellement au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, né le 1^{er} mai 1966 à Eupen, Belgique en qualité de gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée (en remplacement de M. Frits Carlsen, démissionnaire).

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

- M. Simon Barnes, gérant

- M. Yves Cheret, gérant

- M. Sanjeev Jewootah, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088425/18.

(150101023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Preval, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 190.081.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015085738/9.
(150097889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Prologis European Holdings XXIV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 164.330.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 juin 2015.
Référence de publication: 2015085743/10.
(150097812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Sapphire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.458.

EXTRAIT

En date du 8 juin 2015, l'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Walter Van Cauwenberge, en tant que gérant de classe A de la société, est acceptée avec effet immédiat.
- Didier Ryelandt, ayant son adresse professionnelle au 120 Chaussée de la Hulpe, B-1000 Bruxelles, Belgique, est nommé gérant de classe A de la société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088410/15.

(150100609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Steel Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 116.975.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 28 mai 2015:

- Mons. Graeme Jenkins, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mme. Marion Fritz, avec effet au 28 mai 2015.
- Le nouveau mandat de Mons. Graeme Jenkins prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018.
- Mons. Kailash Ramassur, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mme. Anja Wunsch, avec effet au 28 mai 2015.
- Le nouveau mandat de Mons. Kailash Ramassur prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015088427/20.

(150100947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

QP Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 109.960.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015085786/9.

(150097270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Rice LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 180.091.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Rice LuxCo S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015085794/11.

(150097143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

REIP Portfolio Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 16, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 137.529.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG & MALDENER S.A.R.L.

EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE

31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER

Signature

Référence de publication: 2015087476/13.

(150100081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

RP Waldstadt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.713.

Extrait du contrat de transfert de parts de la Société daté du 10 mars 2015

En vertu de l'acte de transfert de parts daté du 10 mars 2015, GH Retail Portfolio S.à r.l. a transféré 50 parts sociales d'une valeur de 125 Euro chacune, à Soprano Retail 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée immatriculée auprès du Registre de la Chambre de Commerce au Luxembourg sous le numéro B 195.037, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, avec effet au 1^{er} juin 2015.

En vertu de ce même acte, GH Retail Portfolio S.à r.l. a transféré 50 parts sociales d'une valeur de 125 Euro chacune, à Soprano Retail 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée immatriculée auprès du Registre de la Chambre de Commerce au Luxembourg sous le numéro B 195.067, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, avec effet au 1^{er} juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015085821/21.

(150096928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

**Mercer Private Markets (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. SCM Strategic Capital Management (Luxembourg) S.à r.l.).**

Capital social: EUR 175.000,00.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place François-Joseph Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 162.012.

In the year two thousand and fifteen, on the tenth of July.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg,

there appeared:

"Mercer Private Markets AG", a Suisse public limited company (Aktiengesellschaft) with head office in Kasernenstrasse 77b, CH-8004 Zurich,

duly represented by Ms Andrea Goebel, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Zurich (Switzerland), on 10th July 2015.

Said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole Shareholder (the "Shareholder") of „SCM Strategic Capital Management (Luxembourg) S.à r.l.» (the "Company"), a Luxembourg private limited company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2, Place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg, Grand Duchy de Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under section B number 162.012 and incorporated pursuant to a notarial deed enacted by notary Jean-Joseph WAGNER, prenamed, on 05 July 2011, and whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations on 18 July 2011, under number 1603 and page 76898. The Articles of the Company have been amended by a notarial deed of October 2, 2014, published in the Mémorial C, number 3513 of November 22, 2014.

The Shareholder representing the whole corporate unit capital of the Company requires the notary to act the following resolution:

Resolution

The Shareholder RESOLVES to change the company name to „Mercer Private Markets (Luxembourg) S.à r.l. and to amend Article 1 of the Articles of Incorporation as follows:

« **Art. 1.** There exists a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of «Mercer Private Markets (Luxembourg) S.à r.l.» (hereinafter referred to as the «Management Company»).»

Expenses

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately EUR 1,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us the notary the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahr zweitausendundfünfzehn, am zehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

Die „Mercer Private Markets AG“, eine Schweizer Aktiengesellschaft mit Sitz in Kasernenstrasse 77b, CH-8004 Zürich, hier vertreten durch Frau Andrea GOEBEL, Privatangestellte, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche in Zürich (Schweiz), am 10. Juli 2015 ausgestellt wurde.

Die Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung „ne varietur“ durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

Die Erschienene ist die alleinige Gesellschafterin (die „Gesellschafterin“) der Gesellschaft "SCM Strategic Capital Management (Luxembourg) S.à r.l.", (die „Gesellschaft“) eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 2, Place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 162.012, gegründet gemäß einer notariellen Gründungsurkunde aufgenommen durch Notar Jean-Joseph WAG-

NER, vorgenannt, am 05. Juli 2011, deren Satzung veröffentlicht wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter der Nummer 1603 vom 18 Juli 2011, auf Seite 76898. Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert gemäss notarieller Urkunde vom 2. Oktober 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 3513 vom 22. November 2014.

Die Gesellschafterin, welche das vollständige Gesellschaftskapital vertritt, hat erklärt und den Notar gebeten folgenden Beschluss zu beurkunden:

Beschluss

Die Gesellschafterin BESCHLIESST die Bezeichnung der Gesellschaft in „Mercer Private Markets (Luxembourg) S.à r.l.“ abändern und Artikel 1 der Satzung dementsprechend wie folgt abzuändern:

„**Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Namen „Mercer Private Markets (Luxembourg) S.à r.l.“ (nachstehend „Vewaltungsgesellschaft“ genannt).“

Kosten

Die Auslagen, Kosten, Entgelte und Ausgaben, in welcher Form auch immer, welche von der Gesellschaft in Folge der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf zirka EUR 1.000.- geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der englischen Sprache kundig und mächtig, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung.

Auf Ersuchen desselben Erschienenen und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung maßgebend sein.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde an dem am Anfang des Dokumentes erwähnten Tag in Luxemburg aufgesetzt wurde.

Nachdem dieses Dokument der erschienenen Person, welche dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt ist, vorgelesen wurde, wurde es von der besagten erschienenen Person gemeinsam mit Uns dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: A. GOEBEL und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 13 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/21892. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 20. Juli 2015.

Référence de publication: 2015121569/85.

(150131085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Sofagi S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 143.114.

L'an deux mille quinze, le vingt-huit juillet,

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en commandite par actions SOFAGI S.C.A. (la «Société»), ayant son siège social à L-1249 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Bourbon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143.114, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 20 octobre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2892 du 3 décembre 2008.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné du 25 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2994 du 27 novembre 2013.

L'assemblée est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Monsieur Jean-David ZORBIBE, demeurant à CH-1231 Conches (Suisse), 20A, Chemin du velours,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Emmanuel LEBEAU, ayant son adresse professionnelle au 4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Marc LELEU, demeurant à CH-1206 Genève (Suisse), n°39 Chemin des Crets de Champel.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social de SOFAGI d'un montant de 50.000 euros, afin de le réduire de son montant actuel de 52.737.100,00 euros à 52.687.100,00 euros par le rachat et l'annulation de 500 actions de commanditaire de classe A, chacune ayant une valeur nominale de 100 euros;

2. Modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société;

3. Délégation au gérant de SOFAGI du pouvoir de déterminer les caractéristiques du repaiement dû aux actionnaires de SOFAGI suite à la réduction de capital décrite à la résolution 1 ci-dessus: et

4. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présentes et représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale prend ensuite à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de cinquante mille euros (EUR 50.000,-), afin de le réduire de son montant actuel de cinquante-deux millions sept cent trente-sept mille cent euros (EUR 52.737.100,-), à cinquante-deux millions six cent quatre-vingt-sept mille cent euros (EUR 52.687.100,-) par le rachat et l'annulation de cinq cents (500) actions de commanditaire de classe A ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

En outre, l'assemblée générale décide de déléguer au gérant de la Société le pouvoir de déterminer les caractéristiques du remboursement dû aux actionnaires de la Société.

La présente réduction de capital est régie par l'article 69 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution:

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier les 7 premiers paragraphes de l'article 5 des statuts de la Société qui auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social. (7 premiers paragraphes).** Le capital social est fixé à cinquante-deux millions six cent quatre-vingt-sept mille cent euros (EUR 52.687.100) représenté par 526.871 (cinq cent vingt-six mille huit cent soixante-et-onze) actions, divisées en 1 (une) action de commandité d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros), 522.370 (cinq cent vingt-deux mille trois cent soixante-dix) actions de commanditaires normales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) et 4.500 (quatre mille cinq cents) actions sous forme de neuf classes d'actions (de B à J), d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros), réparties comme suit:

- Cinq cent (500) actions de commanditaires de classe B (les "Actions de Classe B");
- Cinq cent (500) actions de commanditaires de classe C (les "Actions de Classe C");
- Cinq cent (500) actions de commanditaires de classe D (les "Actions de Classe D");
- Cinq cent (500) actions de commanditaires de classe E (les "Actions de Classe E");
- Cinq cent (500) actions de commanditaires de classe F (les "Actions de Classe F");
- Cinq cent (500) actions de commanditaires de classe G (les "Actions de Classe G");
- Cinq cent (500) actions de commanditaires de classe H (les "Actions de Classe H");
- Cinq cent (500) actions de commanditaires de classe I (les "Actions de Classe I") et,
- Cinq cent (500) actions de commanditaires de classe J (les "Actions de Classe J"), chacune entièrement libérée.

Toutes les Actions de Classe B, les Actions de Classe C, les Actions de Classe D, les Actions de Classe E, les Actions de Classe F, les Actions de Classe G, les Actions de Classe H, les Actions de Classe I et les Actions de Classe J seront collectivement désignées comme les "Classes d'Actions" selon le cas, ou individuellement comme la "Classe d'Actions". Toutes les Actions ordinaires et les Classes d'Actions seront désignées collectivement comme "Actions" selon le cas, ou individuellement comme "Action".

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le montant du capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois au moyen d'une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) votant selon les règles de quorum et de majorité établies par les statuts ou par la loi. Toutes les résolutions concernant une réduction de capital social seront prises à la majorité des 2/3 (deux tiers) des votes des actionnaires.

Rachat des Classes d'Actions

La Société est autorisée à racheter une ou plusieurs Classe(s) d'Actions entière(s) par le remboursement et l'annulation de toutes les actions émises dans cette/ces Classe(s) d'Actions.

De telles Classes d'Actions rachetées par la Société devront être annulées. Le rachat et l'annulation d'actions seront (i) réalisés dans l'ordre alphabétique des Classes d'Actions émises (en commençant par les Actions de Classe B) et (ii) toujours effectués pour toutes les actions de la Classe d'Actions concernée.

L'annulation de la/des Classe(s) d'Actions sera décidée par une résolution prise en assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas), adoptée dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une Classe d'Actions (dans l'ordre alphabétique mentionné ci-dessus), cette Classe d'Actions donne droit à ses détenteurs au prorata de leurs détentions dans cette classe, au Montant Total d'Annulation (tel que défini ci-dessous) tel que cela devra être déterminé par l'Assemblée Générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas). Le montant total d'annulation (le "Montant Total d'Annulation") sera le montant déterminé, en conformité avec l'article 72.2 b) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), par le Gérant commandité et approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires ou l'actionnaire unique (selon le cas) sur la base des Comptes Intérimaires afférents. Le Montant Total d'Annulation pour chaque catégorie d'Actions, de la Classe B à la Classe J inclus, sera le Montant Disponible tel que défini ci-après de ladite catégorie au moment de son annulation. Néanmoins, le Gérant commandité peut envisager/fournir un Montant Total d'Annulation différent du Montant Disponible à condition que (i) le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible, (ii) un tel Montant Total d'Annulation différent soit notifié par le Gérant commandité à tous les actionnaires de la Société par une notice écrite et que (iii) le Montant Total d'Annulation ne soit pas contesté par écrit par un actionnaire de la Société dans les 3 (trois) jours suivant la réception de la notice écrite du Gérant commandité.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-D. ZORBIBE, E. LEBEAU, M. LELEU et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C 1, le 29 juillet 2015. 1LAC / 2015 / 23880. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): MOLLING Paul.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Référence de publication: 2015131314/113.

(150141947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

VENTECH CHINA III SICAR, Société en commandite par actions qualifiée de Société d'Investissement à Capital Variable - Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 198.708.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of the month of July.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Ventech China Lux, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having a share capital of USD 21,000 with registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry, represented by Me Jean-Thomas Pradillon, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 13 July 2015.

2) Ventech China Limited, incorporated under the laws of Hong Kong with its registered office at Unit 7107B, Level 71, International Commerce Centre, 1 Austin Road West, Kowloon, Hong Kong (registration number 1180181 Hong Kong), represented by Me Jean-Thomas Pradillon, lawyer, pre-named, pursuant to a proxy dated 22 June 2015.

The proxies signed “ne varietur” by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves.

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions (S.C.A.) with variable capital qualifying as a Société d'Investissement en Capital à Risque (SICAR) under the name of “VENTECH CHINA III SICAR” (the “Company”).

The Company shall be governed by the law of 15 June 2004 concerning the Société d'Investissement en Capital à Risque, as amended (the “2004 Law”).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined under Article 15 below). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner. If and to the extent permitted by law, the General Partner may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Term of the Company. The term of the Company is of eight (8) years from the First Issuance Date (as defined in the prospectus of the Company (the “Prospectus”) provided that the Company may, upon resolution of the meeting of the shareholders of the Company, be continued for two additional periods, each of them not exceeding one (1) year.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to place directly or indirectly the funds available to it in securities of any kind and other assets, including shares or units in other investment vehicles, representing risk capital within the meaning of the 2004 Law with the purpose of affording its shareholders the results of the management of its portfolio in consideration of the risk which they incur.

Investments by the Company will consist of risk capital investments in accordance with article 1 of the 2004 Law and Circular 06/241 of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the “Circular” and the “CSSF”, respectively). The Company may contract any form of borrowings and issue bonds, debentures and any other debt instruments. The Company may also grant loans to certain entities such as corporations and partnerships for the purpose of carrying out bridge investments.

Furthermore, the Company is subject to the provisions of the 2004 Law as interpreted in the Circular and may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2004 Law.

Art. 5. Liability. The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

The holders of limited shareholders' shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 6. Determination of the investment objectives. The General Partner shall determine the investment objectives of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Prospectus, in compliance with applicable laws and regulations.

Art. 7. Share Capital.

(a) The share capital of the Company shall be represented by shares (the “Shares”) of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 13 hereof. The minimum capital of the Company, which must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a société d'investissement en capital à risque under Luxembourg law, is one million Euros (EUR 1,000,000).

(b) The share capital of the Company shall initially be represented by the following three classes (the “Classes”) of Shares:

(i) “Management Share(s)”: The Share subscribed at the time of incorporation of the Company by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company as well as the shares that may be issued subsequently whose subscription will be reserved for the General Partner as unlimited shareholder of the Company;

(ii) “Class A Shares”: a Class of Shares subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires) in accordance with the provisions of the Prospectus; and

(iii) “Class B Shares”: a Class of Shares subscribed by limited shareholders in accordance with the provisions of the Prospectus. The subscription of Class B Shares is reserved for any person designated by the General Partner.

Class A Shares and Class B Shares may, as the General Partner shall determine, be issued in one or more separate Series, the characteristics, terms and conditions of which shall be established by the General Partner and provided for in the Prospectus. These Series will only serve to identify the Shares depending on their issue date or their value and will confer no special right among or between them.

The General Partner may create additional Classes (including Class D Shares as referred to in Article 12 below) as well as Series of Shares in accordance with the provisions and subject to the requirements of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “1915 Law”) and the 2004 Law.

(c) The Company is incorporated with an initial subscribed share capital of forty-five thousand US Dollars (USD 45,000) divided into one (1) Management Share, having been fully paid-up at a subscription price of one hundred US dollars (USD 100), and four hundred and forty-nine (449) Class B Shares, each Share having been fully paid-up at a subscription price of one hundred US Dollars (USD 100).

The Company constitutes a single legal entity.

The proceeds from the issuance of shares of any Class within the Company shall be invested pursuant to Article 4 hereof in securities of any kind representing risk capital or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the General Partner shall from time to time determine.

The general meeting of holders of Shares of a Class, deciding with simple majority, or the General Partner may consolidate or split the Shares of such Class.

Art. 8. Shares.

(a) Shares in the Company are exclusively restricted to well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the 2004 Law (the “Well-informed Investor”). This restriction is not applicable to the General Partner and other persons who intervene in the management of the Company.

(b) All Shares shall in principle be issued in registered form only. The Company reserves the right to issue bearer shares to the extent that it is in a position to check at all times the status of Well-informed Investor of the holders of the bearer shares.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders (the “Register”) evidences its right of ownership of such registered Shares. Share certificates in registered form may be issued at the discretion of the General Partner and shall be signed by the General Partner at the expenses of the Shareholders. Such signature may be either manual or printed, or by facsimile. If Share certificates are issued and a shareholder desires that more than one Share certificate be issued for his Shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder.

All issued Shares of the Company shall be registered in the Register, which shall be kept by the General Partner or by one or more persons designated therefore by the Company. The Register shall contain the name of each shareholder, its residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares it owns, the amount paid in on each such Share and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, it may treat the information contained in the Register as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

(c) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that its Share certificate has been mislaid, lost, stolen or destroyed, then, at its request, a duplicate certificate may be issued under such conditions as the Company may determine subject to applicable provisions of the law. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void. Severely damaged Share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The severely damaged certificates shall be delivered to the Company and shall be cancelled immediately. The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or for a new certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the old certificate.

(d) Fractional Shares may be issued up to three places after the decimal and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights, except to the extent that their number is such that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right.

(e) Each Share grants the right to one vote at every meeting of shareholders and at separate Class meetings of the holders of Shares of the relevant Class.

(f) The Company only recognizes one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a single attorney to represent such Share(s) in respect of the Company. Failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

(g) Each shareholder will have first accepted and signed a subscription agreement wherein it irrevocably commits to make any subscription and all payments for the entire committed amount and whereby it becomes a party to the Prospectus.

Art. 9. Transfer of Shares.

9.1 Transferability

(a) Any sale, assignment, transfer, exchange, contribution, pledge, charge, capital gains sharing agreement, other disposition or encumbrance, or universal transfer of assets and liabilities, in any form whatsoever, by a shareholder (a “Transfer”) of the Shares shall be made in accordance with the law and the articles of incorporation and subject in particular to the restrictions provided for in the articles of incorporation.

(b) Any Transfer of Shares made in breach of the provisions of this Article 9 shall be null and void and of no force or effect against the Company and the shareholders. Transfers which are null and void and of no force or effect shall not be recorded in the Register and, until remedied, all the rights and obligations attached to the Shares will be exercised and enforced by the transferor holding the Shares in question, without prejudice to any liability it may incur with respect to the Company or to the other shareholders.

The Company may restrict or object to the ownership of Shares in the Company by any person not meeting the conditions of Well-informed Investor.

For this purpose the Company may:

- refuse to issue Shares and to register the transfer of Shares where it appears that this issue or transfer would or could have the effect of allotting ownership of the Share to any person not meeting the conditions of Well-informed Investor;
- proceed with the enforced redemption of all or some of the Shares if it appears that a person does not meet the conditions of Well-informed Investor.

9.2 Transfer of the Management Share(s)

In the event of a Transfer of the Management Share(s) held by the General Partner, its assignee or transferee shall be substituted in its place and admitted to the Company as the general partner of the Company pursuant to applicable law and with the prior consent of the CSSF. The articles of incorporation will have to be amended accordingly. Immediately thereafter, such substituted general partner is hereby authorized to and shall continue the business of the Company.

9.3 Transfer of Class A or Class B Shares

9.3.1 Notice of the Transfer

(a) Any shareholder contemplating to transfer Class A or Class B Shares to a shareholder or to a third party must notify the General Partner of this Transfer by registered letter with acknowledgement of receipt (the “Transfer Notice”).

(b) The Transfer Notice must include the following information in order to be taken into account under the provisions of this Article 9:

- (i) the number of Class A or Class B Shares the Transfer of which is contemplated (the “Transferred Shares”),
- (ii) the price at which the transferee proposes to purchase the Transferred Shares,
- (iii) the name, postal address and tax domicile of the transferor and of the transferee.

9.3.2 Unrestricted Transfers

Provided that the transferor sends a Transfer Notice to the General Partner at the latest fifteen (15) days prior to the date contemplated for the Transfer, any Class A or Class B Share Transfer by a shareholder (A) (i) to an Affiliate (as defined in the Prospectus) of this shareholder or (ii) to an investment fund managed by this shareholder or by an Affiliate of this shareholder, or (B) in the event that the shareholder concerned is an investment fund, (i) to its management company or (ii) to any investment fund which is managed by its management company or by an Affiliate of its management company (an “Affiliated Entity”) shall be unrestricted.

The General Partner shall however have the right to prohibit any Transfer which would have the effect of creating a regulatory and/or tax problem for the Company, the General Partner or any of the shareholders of the Company.

If there are at least two successive Transfers of the same Shares to Affiliates or to Affiliated Entities, any Transfer after the first Transfer shall only be unrestricted if the proposed transferee is an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor in the first Transfer.

In any Transfer to an Affiliate or to an Affiliated Entity, if, at any time whatsoever, the transferee in question ceases to be an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor, then the transferee must transfer all the Shares which had been transferred to it back to the transferor as soon as possible. Before the relevant transferee in question ceases to be an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor, it shall inform the General Partner of its change of status.

9.3.3 Approval

(a) Prior approval of the Class A or Class B Share Transfer - In order to maintain the unity of the Company's shareholders, it is agreed to that the Class A or Class B Shares cannot be the subject of a Transfer by their holders to any person, whether or not a shareholder, without the prior approval of the General Partner.

(b) Exceptions - The Class A or Class B Shares may be the subject of a Transfer, without having to be first approved by the General Partner in case of Unrestricted transfer referred to in Article 9.3.2.

(c) Decision of the General Partner - The decision of the General Partner whether to give its approval is notified to the transferor. Failing notice of a decision within fifteen (15) days following the date of the Transfer Notice shall be deemed a refusal to give approval.

(d) Completion of an approved Transfer - In the event that a Transfer is approved under the conditions provided for above, the transferor having notified it must make the approved Transfer, strictly in the terms and within the period specified in the approval, or, if no period was specified, within thirty (30) Business Days (as defined in the Prospectus) following

the date of the approval notice. Should the transferor fail to complete the Transfer within this period, it must again, prior to any Class A and Class B Share Transfer, comply with the provisions of the articles of incorporation.

Should it happen that the transferor is unable to complete, within this period, the Transfer approved under the conditions provided for above, neither the Company nor any of the shareholders shall be bound to redeem the Shares in question nor shall either have to indemnify the transferor in any manner whatsoever, nor shall the General Partner approve any other Transfer notified by the transferor subsequently.

9.3.4 Indemnification

Each transferor agrees to pay all expenses, including legal fees, incurred by the Company or the General Partner relating to the Transfer of its Shares, unless the transferee accepts to bear such expenses. The General Partner may also receive remuneration from the transferor, negotiated by mutual agreement, if the latter requires its assistance to find a transferee for its Shares.

9.3.5 Miscellaneous

Notwithstanding any provision to the contrary contained in these articles of incorporation, the transferee of Class A or Class B Shares shall only have the right to become a shareholder replacing the transferor if:

(a) the transferee signed the documents required by the General Partner in order to acknowledge the undertaking of the transferee to meet any call for capital to the extent of the amount of the transferor's commitment which the General Partner remains entitled to call pursuant to the Subscription Agreement (as defined in the Prospectus) signed by the transferor (the "Undrawn Commitment") as well as all other documents reasonably required by the General Partner to establish the transferee's consent to be bound by all the provisions of these articles of incorporation, the Prospectus and any other documents reasonably required by the General Partner with a view to admitting the transferee as a shareholder of the Company, in particular having accepted in writing to take over all the obligations of the transferor with respect to the Company,

(b) the transferee is a Well-informed Investor,

(c) the transferor or the transferee paid the Company or the General Partner all the expenses referred to in Article 9.3.4.

The General Partner shall refuse to register the transferee as a shareholder in the Register so long as the conditions of the previous paragraph are not met.

Any Transfer of registered Class A or Class B Shares shall be entered into the Register; such inscription shall be signed by the General Partner or by any other person(s) appointed for this purpose by the General Partner.

Art. 10. Issue of Shares. The General Partner is authorised without limitation to issue further partly or fully paid Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and disclosed in the Prospectus, without reserving to the existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the Shares to be issued. Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the Prospectus, the issue price shall be based on the net asset value for the relevant Class of Shares as determined in accordance with the provisions of Article 13 hereof plus a sales charge or premium, if any, as the Prospectus may provide. The General Partner may also make such adjustment to the issue price as it may consider appropriate to ensure fairness between shareholders.

Investors shall have either to commit to subscribe to Shares or may directly subscribe to Shares, as determined by the General Partner and disclosed in the Prospectus. In case the General Partner decides that investors have to commit to subscribe Shares, investors will be required to execute a Subscription Agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment as may be decided by the General Partner and disclosed in the Prospectus.

The procedures relating to Commitments and draw-down of the Commitments will be disclosed in the Prospectus and the Subscription Agreement.

The Company may issue one or more additional Management Share(s) whose subscription will be reserved for the current General Partner as unlimited shareholder of the Company.

Art. 11. Redemption of Shares. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Unilateral redemption requests by shareholders will not be accepted by the Company.

The General Partner, acting on behalf of the Company may redeem Shares (i) whenever the Company is making a distribution or (ii) on a compulsory basis if (a) a shareholder ceases to be or is found not to be a Well-informed Investor or (b) is in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) entails circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. Whenever the Company redeems Shares for the purpose of making a distribution, the redemption price shall be based on the initial subscription price of USD 100 per Share until the Final Closing Date and, as from such date, on the Net Asset Value (as defined below) of the relevant Class of Shares divided by the number of Shares being redeemed.

A compulsory redemption shall be made under the conditions set forth in the Prospectus.

The Company may also redeem Shares in the event of default of payment by a shareholder under the conditions provided for in Article 12.

The General Partner is authorised to cancel the redeemed Shares.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed in compliance with the Prospectus.

The General Partner may decide to accept or not conversion of Shares from a Class into Shares of another Class subject to, as the case may be and if permitted by the conditions disclosed in the Prospectus.

Art. 12. Late and Default of Payment. In the event that a shareholder holding a Class of Shares to which this Article is applicable as disclosed in the Prospectus (the “Defaulting Shareholder”) were not to make, in full or in part, a payment corresponding to a call for capital on the date on which it must be paid (the “Payment Date”), the General Partner will send a default letter (the “Default Letter”) to the Defaulting Shareholder and may proceed in the following manner:

1) Subject to the provisions of paragraph 3 below, the Defaulting Shareholder will receive no distribution of any kind until the date on which the Company has realised or distributed all its assets and may make a final distribution of all remaining assets to the shareholders. If it is a member of an Advisory Committee of the Company, it will automatically be suspended from its duties in this respect.

2) In addition, any delay in payment of the amounts due under any call for funds will entail the payment of interest (“Accrued Interest”) in favour of the Company, automatically and without it being necessary to proceed with any formality, calculated on a prorated basis using the Euribor three (3) month rate (established on the Payment Date) plus five hundred (500) basis points applied to the amounts due by the Defaulting Shareholder from the Payment Date until payment has been received by the Company, without prejudice to any action which the Company may bring against the Defaulting Shareholder, and the option for the Company to exercise the rights described in paragraph 4 below.

3) In the event that its situation is remedied within thirty (30) Business Days of the date on which the Default Letter was sent, and therefore of payment of the capital and Accrued Interest, the Defaulting Shareholder will recover its right to receive the distributions made, including the distributions which took place between the Payment Date and the date on which the situation was remedied. If it was suspended from an Advisory Committee, it may be invited to retake its seat.

4) Failing remedy within thirty (30) Business Days from the date on which the Default Letter was sent, the General Partner may, at its sole discretion, exercise one or more of the following options:

(a) the Shares held by the Defaulting Shareholder (the “Defaulting Shareholder's Share”) may be transferred in full or in part to one or more other shareholders and/or to one or more third parties.

The transferee(s) may be designated by the Defaulting Shareholder within thirty (30) Business Days from the Payment Date, it being specified that this period may be extended by the General Partner. Any planned transfer must comply with the provisions of Article 9, in particular concerning the preemptive rights and the prior approval of the General Partner. If the Defaulting Shareholder and the transferee(s) designated agree on a price, the Defaulting Shareholder's Share will be sold at such agreed price.

If (i) the Defaulting Shareholder and the transferee(s) designated do not agree on a price, (ii) the Defaulting Shareholder did not designate transferee(s) within the required period, (iii) pursuant to Article 9, the General Partner did not approve the Transfer to the transferee(s) designated by the Defaulting Shareholder, or (iv) all or part of the Defaulting Shareholder's Share is not transferred for any other reason, the General Partner may proceed at its discretion as provided in paragraphs (b) or (c) below.

From the net proceeds of the transfer of the Shares, the General Partner will first deduct the amounts which are owed to the Company under funds called and Accrued Interest up to the Transfer date. The General Partner will then deduct for its own account, the account of the Company, the other investors and the Depositary, an amount equal to all the expenses incurred or damages suffered by them following non-payment of the called funds by the Defaulting Shareholder. The Defaulting Shareholder will receive the balance, if any.

In the event of sale, the corresponding registration of the Defaulting Shareholder will automatically be struck off the Register. The purchaser(s) designated will only become owner(s) of the Shares after having met the conditions referred to in Article 9.

(b) If the General Partner decides not to proceed pursuant to paragraph (a) above or if all or part of the Defaulting Shareholder's Share is not sold under the conditions described in paragraph (a) above, the General Partner may, at its sole discretion, decide that the Shares of the relevant Class corresponding to the Defaulting Shareholder's Share which was not sold will be cancelled and replaced with Class D Shares (the “Class D Shares”).

The economic rights of holders of Class D Shares are described in the Prospectus.

After conversion of the Shares of the relevant Class, the Defaulting Shareholder will be released from any obligation to pay future calls for capital.

(c) If the General Partner decides not to proceed pursuant to paragraphs (a) and (b) above or if all or part of the Defaulting Shareholder's Share is not sold or converted into Class D Shares under the conditions described respectively in paragraphs (a) and (b) above, the General Partner may, at its sole discretion, decide that the Company will redeem all or part of the Defaulting Shareholder's Share.

The Shares of the relevant Class will be redeemed by the Company at a fixed price (the “Redemption Price”) equal to fifty per cent (50%) of the lesser of the two following amounts: (i) the amounts paid-up by the Defaulting Shareholder

under the relevant Class of Shares net of any distribution or (ii) the Net Asset Value of the Shares of the relevant Class redeemed.

The General Partner is entitled to postpone the payment of the Redemption Price after the Company has fully paid the paid-up amount under the relevant Class of Shares issued to the other shareholders.

The General Partner may deduct the Accrued Interest up to the redemption date from the Redemption Price, as well as, for its own account, the account of the Company, the other investors and the Depositary, an amount equal to all the expenses incurred or damages suffered by them following non-payment of the called funds by the Defaulting Shareholder. The Defaulting Shareholder will receive the balance, if any.

The Shares of the relevant Class redeemed by the Company will be cancelled.

Art. 13. Calculation of the Net Asset Value. The value of each Class (the “Net Asset Value”) will be determined under the liability of the General Partner as at each Valuation Date as defined in the Prospectus.

The Net Asset Value of Shares of each Class shall be expressed in the reference currency of the Company or the denomination currency of each Class (and/or in such other currencies as the General Partner may from time to time determine). The Company or any duly appointed agent will calculate the Net Asset Value by Class of Shares as follows: the value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class as at a given Valuation Date, less liabilities relating to that Class as at that Valuation Date, is the total Net Asset Value attributable to that Class as at that Valuation Date. The same principles will apply for calculation of the Net Asset Value of Series of Shares within a Class.

For the avoidance of doubt, in determining the amount of the liabilities relating to the relevant Class, the Company or any duly appointed agent shall take into account, inter alia, all expenses payable by the Company, as the case may be, which shall comprise but not be limited to fees payable to the General Partner, investment managers/advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to the Depositary and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Net Asset Value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, reasonable travelling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue redemption and conversion prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex.

The Net Asset Value per Share of that Class as at a Valuation Date equals the total Net Asset Value of that Class as at that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class in circulation as at that Valuation Date. The Net Asset Value per Share will be given to three places after the decimal.

The value of the net assets of the Company is equal to the difference between the value of its gross assets and the aggregate amount of any financial liabilities and any provisions estimated in good faith. The Company's assets are valued on the basis of their fair value estimated in good faith and in compliance with the criteria corresponding to the valuation guidelines provided for in the International Private Equity and Venture Capital (IPEV) Valuation Guidelines as updated.

The assets and liabilities of the Company shall be allocated in the following manner:

(a) the General Partner may determine to issue Classes of Shares subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes of Shares subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;

(b) if the Company issues Shares of two or more Classes of Shares, the assets attributable to such Classes of Shares shall be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Company;

(c) the net proceeds from the issue of Shares of a Class of Shares are to be applied in the books of the Company to that Class of Shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class of Shares subject to the provisions set forth below;

(d) where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Class of Shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Class or Class of Shares;

(e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a Class of Shares or to any action taken in connection with an asset of a Class of Shares, such liability is allocated to the Company or a Class of Shares;

(f) if any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to the Company or a Class of Shares, such asset or liability will be allocated to all the Classes of Shares pro rata to their respective net asset values, or in such other manner as the General Partner, acting in good faith, may decide; and

(g) upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

Where risk coverage transactions (such as hedging) are used, the valuation method used is based on the fair value estimated with care and in good faith. The values expressed in a currency other than the reference currency of the Company will be converted at the applicable exchange rate in Luxembourg on the Valuation Date in question. The General Partner is authorised to draw up or amend the rules relating to determining the relevant valuation prices.

The Net Asset Value by Class as at each Valuation Date will be sent to the shareholders at the initiative of the General Partner and under the conditions set forth in the Prospectus.

Art. 14. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The General Partner may, temporarily, suspend the calculation of the Net Asset Value in any of the following events:

(i) where there is an emergency situation following which it is impossible for the Company to dispose of or value a substantial part of its assets;

(ii) where the means of communication or calculation usually used to determine the price or value of the investments or the stock or other market price are out of service;

(iii) for the entire period during which one of the main stock or other markets, on which a substantial part of the investments of the Company is listed or traded, is closed for a reason other than normal holidays, or for any period during which transactions thereon are restricted or suspended;

(iv) when, for any other reason, the value of any Investment (as defined below) cannot be promptly or accurately ascertained.

Any shareholder affected by a suspension will be informed of such a suspension if, according to the General Partner, the suspension will exceed eight (8) days.

Art. 15. General Partner. The general partner, Ventech China Lux (the “General Partner”), manages the Company. The General Partner evaluates and takes all decisions it deems appropriate relating to the investments and divestments made by the Company.

The General Partner will be fully liable for the decisions concerning the general management and policy relating to the investments and divestments of the Company. The General Partner is invested with the most extensive powers to complete all administrative and disposal acts falling under the purpose of the Company as described in greater details in Article 4 and in the Prospectus.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the Company, the Company will not automatically be dissolved and liquidated, provided an administrator, who needs not be a shareholder, is appointed by the Advisory Committee (or, in case several Advisory Committees have been set up and coexist, by the first established one among those Advisory Committees) to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator will convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of these articles of incorporation, a successor general partner (the “Successor General Partner”) approved or likely to be approved by the CSSF. Failing such appointment within the aforementioned period, the Company will be dissolved and liquidated.

No appointment of a Successor General Partner is subject to the approval of the General Partner.

Art. 16. Powers of the General Partner. The General Partner is vested with the broadest powers granted by law to perform all acts of administration and disposal within the Company's stated purpose, including but not limited to:

(i) to direct the formulation of investment policies and strategies for the Company;

(ii) to investigate, select, negotiate, structure, purchase, invest in, hold, pledge, exchange, transfer and sell or otherwise dispose of an investment in a portfolio company (an “Investment”);

(iii) to monitor the performance of any Investment, to designate members of the board of directors of portfolio companies or to obtain equivalent representation, to exercise all rights, powers, privileges and other incidents of ownership or possession with respect to Investments and to take whatever action, including decisive steps relating to interests issued by such portfolio companies, as may be necessary or advisable as determined by the General Partner in its sole and absolute discretion;

(iv) to form subsidiaries in connection with the Company's business;

(v) to enter into any kind of activity and to enter into, perform and carry out contracts of any kind necessary to, in connection with, or incidental to the accomplishment of the purposes of the Company, including, without limitation, the subscription agreements or side letters with shareholders;

(vi) expect as may be expressly limited by the provisions herein, to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, instruments or other documents requisite to carrying out the intentions and purposes of the Company;

(vii) to open, maintain and close bank accounts and draw checks or other orders for the payment of money and open, maintain and close brokerage, money market fund and similar accounts;

(viii) to employ, engage and dismiss (with or without cause), on behalf of the Company, any person, including an Affiliate of any shareholder, to perform services for, or furnish goods to, the Company;

(ix) to hire, for usual and customary payments and expenses, consultants, brokers, attorneys, accountants and such other agents for the Company as it may deem necessary or advisable, and authorize any such agent to act for and on behalf of the Company;

(x) to purchase insurance policies on behalf of the Company, including for director and officer liability and other liabilities;

(xi) to pay all fees and expenses of the Company and the General Partner in accordance with the Prospectus.

Art. 17. Actions by the General Partner.

(i) Except as may be expressly limited by the provisions of these articles of incorporation, the General Partner is specifically authorized to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, instruments or other documents requisite to carrying out the intentions and purposes of these articles of incorporation and of the Company;

(ii) The General Partner, in its discretion, may enter into, terminate or approve any modifications or amendments of, any service, management or advisory agreement;

(iii) Any documentation, analysis, data or other information gathered or produced by the General Partner in connection with the management of the Company shall become the property of the General Partner.

Art. 18. Representation of the Company. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 19. Indemnification. The Company will indemnify the General Partner, any investment advisor acting in the context of the investment activity of the Company and their respective shareholders, directors, officers, employees, agents, advisors, partners, members, affiliates and personnel against claims, liabilities, damages, costs and expenses, including legal fees, incurred by them by reason of their activities on behalf of the Company or the shareholders of the Company, for their past or present duties as director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor for which no indemnification is provided as long as this indemnification shall not apply in cases of fraud, wilful misconduct or criminal offence. The foregoing rights of indemnification shall not exclude other rights to which it may be entitled.

Art. 20. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any other director or officer of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 21. Depositary. The Company will enter into a depositary agreement with a Luxembourg bank (the “Depositary”) which meets the requirements of the Luxembourg laws and the 2004 Law.

In the performance of its duties, the Depositary must act independently and exclusively in the interest of the shareholders.

Art. 22. Advisory Committee. One or more advisory committee(s) may be created by the General Partner which sets its (their) members and procedures under the conditions provided for in the Prospectus (the “Advisory Committee”). The Advisory Committee shall have the duties and powers set forth in the Prospectus.

Art. 23. General Meeting of Shareholders. The general meeting of shareholders represents all the shareholders of the Company. Unless otherwise provided for by law or herein under Article 28, the resolutions of the general meeting of shareholders are passed by a simple majority of the votes cast. It has the powers expressly reserved to it by law or these articles of incorporation provided that no resolution shall be validly adopted only if approved by the General Partner.

Any resolution of a general meeting of shareholders to the effect of amending the articles of incorporation must be passed with the special quorum and voting requirements disclosed under Article 28 below and the consent of the General Partner. Each amendment to the articles of incorporation entailing a variation of rights of a Class must be approved by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company and of separate meeting(s) of the holders of shares of the relevant Class or Classes concerned and with the consent of the General Partner.

The general meeting of shareholders of the Company shall meet when convened by the General Partner.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice, on the last Friday in the month of June at 1:30 p.m.. If such

day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding Business Day in Luxembourg.

Other general meetings of shareholders may be held at such places and times specified in the respective convening notices.

Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these articles of incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder of the Company.

Any shareholder may participate in a general meeting of the shareholders by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Any changes or amendments to the status of the Company as a SICAR shall require the unanimous consent of all shareholders and the prior approval by the CSSF.

Art. 24. Co-Management and Pooling. The General Partner may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the Prospectus.

Art. 25. Fiscal Year. The Company's fiscal year commences on 1st January and ends on 31st December.

Art. 26. Annual Report. The Company shall publish an annual report within a period of six (6) months as of the end of the fiscal year concerned as well as interim reports under the conditions provided for in the Prospectus.

Art. 27. Distributions. The right to distributions under any form (distribution of dividends, reimbursement or redemption of Shares) is determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Prospectus and within the limits of the law. No distribution of dividends can take place if, following this distribution, the share capital of the Company would fall below the minimum capital provided for by law.

Art. 28. Amendments to the Articles of Incorporation. These articles of incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to a quorum of 50% of the capital of the Company. If the quorum is not met, a second meeting may be convened, which shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions must be adopted at a majority of 2/3rd of the votes cast at the meeting and with the consent of the General Partner.

Art. 29. Dissolution of the Company. The Company shall be automatically dissolved at the expiry of the term of the Company or at an earlier date in case of one of the dissolution events provided for in the 2004 Law.

In the event of an automatic dissolution of the Company as described above, the General Partner shall carry out the liquidation of the Company in accordance with Luxembourg law.

Moreover, the General Partner may at its discretion propose to voluntarily dissolve the Company at an earlier date and to put the Company into liquidation subject to (i) having obtained the approval of the general meeting of shareholders such approval being subject to the same quorum and majority conditions as those set out under Article 28 hereof and (ii) having informed the Depositary thereof prior such proposal being made. In such case, one or more liquidators (which may be the General Partner) shall be named by the general meeting of shareholders and approved by the CSSF.

In the event of a voluntary dissolution, one or more liquidators (which may be the General Partner) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company and such liquidator(s) will be in charge of the liquidation procedure in compliance with the Luxembourg law. The liquidator(s) will be vested with the broadest powers to sell any assets of the Company, to pay any creditors and to distribute the remaining balance amongst the shareholders of the Company in accordance with the rules of the Prospectus.

The amounts unclaimed by the shareholders at the close of the liquidation procedure will be deposited with the Caisse de Consignation of Luxembourg in favour of whom it may concern. If such amounts were not claimed before the time bar, they will be deemed lost.

Art. 30. Applicable law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory provisions

The first accounting year will begin on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2015.

The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2016.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Subscriber	Management Shares	Ordinary Shares	Subscribed Capital
Ventech China Lux	1	0	100 USD
Ventech China Limited	0	449 Class B Shares	44,900 USD
Total	1	449	45,000 USD

Proof of the payment in cash of the amount of USD forty-five thousand (USD 45,000) has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Statements

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

General meeting of shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The following entity is elected statutory auditor until the first general meeting of shareholders which shall be held in 2016:

Ernst & Young SA, a société anonyme incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, B.P. 780, L-2017 Luxembourg.

Second resolution

The registered office of the Company is fixed at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, civil status and residence, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: J.-T. PRADILLON et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 16 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22488. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Référence de publication: 2015125680/568.

(150135091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Arkus Financial Services, Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 132.014.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015085083/11.

(150098066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Kensington Spain Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.346.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the first day of the month of June.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 8NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B195.188 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500),

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company “Kensington Spain Topco S.à r.l.” (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Kensington Spain Topco S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all

expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 8NQ S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am ersten Tag des Monats Juni,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

BRE/Europe 8NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg eingetragen ist unter der Nummer B195.188,

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Kensington Spain Topco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Kensington Spain Topco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder

„Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u. a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BRE/Europe 8NQ S.à r.l.	500	EUR 12.500
Summe	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17022. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 05. Juni 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015084098/451.

(150096528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

OCM Luxembourg Unicity Top Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 181.517.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty second day of May;

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg;

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of OCM Luxembourg Unicity Top Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 181.517, and incorporated on November 8, 2013 pursuant to a deed of the undersigned, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3282, page 157515, of December 24, 2013 (the Company). The articles of association of the Company have been amended for the last time on April 28, 2015, pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

THERE APPEARED:

1. OCM KSH Cayman Holdings, L.P., an exempted limited partnership organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman, KY1-9005, Cayman Islands (OCM L.P.);

2. Robert John Crompton, born on April 2, 1962 in Bolton (United Kingdom), residing at 7, Admiral Stirling Court, Weybridge, Surrey, KT13 8XX, United Kingdom (RC);

3. Simon Pollitt, born on May 22, 1981, in Newbury (United Kingdom), residing at flat 14, 91 Newington Causeway, London SE1 6BN, United Kingdom (SP);

4. Brian Welsh, born on September 1, 1976, in Ipswich (United Kingdom), residing at 33 Vanda Crescent, St Albans AL1 5EX, United Kingdom (BW);

5. Grenville Turner, born on November 15, 1957, in Chesterfield (United Kingdom), residing at the Old Rectory, Puttenham Tring, Hertfordshire HP23 4PS, United Kingdom (GT);

6. Matthew Taylor, born on August 30, 1972 in Loughborough (United Kingdom), residing at 138 Tranmere Road, Wandsworth, London SW18 3QU, United Kingdom (MT, and together with OCM L.P., RC, SP, BW and GT, the Shareholders);

all here represented by MR Max MAYER, employee, having its professional in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders, prenamed and represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, have requested the undersigned notary to record that:

I. The Company's share capital is presently set at twenty-eight thousand and ninety-five euro and fifty cents (EUR 28,095.50) represented by (i) two million six hundred and eighty-two thousand nine hundred (2,682,900) class A shares, (ii) zero (0) class B shares, (iii) zero (0) class C shares, (iv) ninety-four thousand five hundred and five (94,505) class D shares, (v) thirty-two thousand one hundred and forty-five (32,145) class E shares and (vi) zero (0) class F shares, in registered form, and having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each;

II. The agenda of the meeting is as follows:

1. Waiver of convening notice;

2. Increase of the share capital of the Company from its present amount of twenty-eight thousand and ninety-five euro and fifty cents (EUR 28,095.50) represented by (i) two million six hundred and eighty-two thousand nine hundred (2,682,900) class A shares, (ii) zero (0) class B shares, (iii) zero (0) class C shares, (iv) ninety-four thousand five hundred and five (94,505) class D shares, (v) thirty-two thousand one hundred and forty-five (32,145) class E shares and (vi) zero (0) class F shares, in registered form and having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, and all subscribed and fully paid-up, to an amount of twenty-eight thousand six hundred and seventy nine euro and fifty cents (EUR 28,679.50) by way of the issuance of fifty eight thousand four hundred (58,400) new class F shares, having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each;

3. Subscription to, payment of the share capital increase specified in item 2. above;
4. Amendment of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the share capital increase adopted under item 2. above;
5. Amendment to the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any employee and/or manager of the Company and to any lawyer and/or employee of Stibbe Avocats in Luxembourg, each acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the shareholders' register of the Company; and

6. Miscellaneous.

III. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase of the share capital of the Company from its present amount of twenty-eight thousand and ninety-five euro and fifty cents (EUR 28,095.50) represented by (i) two million six hundred and eighty-two thousand nine hundred (2,682,900) class A shares, (ii) zero (0) class B shares, (iii) zero (0) class C shares, (iv) ninety-four thousand five hundred and five (94,505) class D shares, (v) thirty-two thousand one hundred and forty-five (32,145) class E shares and (vi) zero (0) class F shares, in registered form and having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, and all subscribed and fully paid-up, to an amount of twenty-eight thousand six hundred and seventy nine euro and fifty cents (EUR 28,679.50) by way of the issuance of fifty eight thousand four hundred (58,400) new class F shares, having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

Third resolution

The Meeting accepts and records the following subscriptions for and full payment of the share capital increase above as follows:

Subscription - Payment

MT, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to seven thousand four hundred (7,400) class F shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall be fully paid in cash for a total amount of seventy four euro (EUR 74);

SP, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to five thousand (5,000) class F shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall be fully paid in cash for a total amount of fifty euro (EUR 50);

Tom Banning, born on October 22, 1980, in Cambridge (United Kingdom), residing at flat 204, 278, Magdalen Road, London (TB), hereby represented by Mr Max MAYER, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, declares to subscribe to sixteen thousand (16,000) class F shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall be fully paid in cash for a total amount of one hundred sixty euro (EUR 160);

Kate Banson, born on July 13, 1975, in London (United Kingdom), residing at 50, Birkbeck Road, London (KB), hereby represented by Mr Max MAYER, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, declares to subscribe to six thousand (6,000) class F shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall be fully paid in cash for a total amount of sixty euro (EUR 60);

Robin Bond, born on February 6, 1979, in Isleworth (United Kingdom), residing at 61, Laburnum Road, London (RB), hereby represented by Mr Max MAYER, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, declares to subscribe to ten thousand (10,000) class F shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall be fully paid in cash for a total amount of one hundred euro (EUR 100);

Christian Davis, born on November 23, 1978, in Chichester (United Kingdom), residing at 35, Romsey Road, Cambridge (CD), hereby represented by Mr Max MAYER, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, declares to subscribe to ten thousand (10,000) class F shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall be fully paid in cash for a total amount of one hundred euro (EUR 100);

Saloum Dabo, born on September 23, 1976, in Zinguinchor (Senegal), residing at 91, Alderwood, London (SD), hereby represented by Mr Max MAYER, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, declares to subscribe to two thousand five hundred (2,500) class F shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall be fully paid in cash for a total amount of twenty five euro (EUR 25);

Sarah Linton Walls, born on November 5, 1981, in Hammersmith (United Kingdom), residing at 39, Crispin Drive, Bedford (SLW), hereby represented by Mr Max MAYER, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, declares to subscribe to five hundred (500) class F shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall be fully paid in cash for a total amount of five euro (EUR 5);

Antony Allen, born on July 8, 1963, in Preston (United Kingdom), residing at 48, Broadgate Preston, Lancashire (TA), hereby represented by Mr Max MAYER, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, declares to subscribe to five hundred (500) class F shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall be fully paid in cash for a total amount of five euro (EUR 5); and

Michelle Miles, born on September 23, 1980, in Boston (United Kingdom), residing at 179, Park Road East, Calverton, Nottingham (MM), hereby represented by Mr Max MAYER, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, declares to subscribe to five hundred (500) class F shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, which shall be fully paid in cash for a total amount of five euro (EUR 5).

The aggregate amount of five hundred and eighty four euro (EUR 584) is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by way of a blocking certificate.

After the increase of the share capital of the Company, the shareholding of the Company shall be constituted as follows:

- OCM L.P. holds two million six hundred and eighty-two thousand nine hundred (2,682,900) class A shares;
- RC holds forty thousand one hundred and eighty-one (40,181) class D shares;
- SP holds twenty thousand and ninety (20,090) class D shares and five thousand (5,000) class F shares;
- BW holds sixteen thousand and seventy-two (16,072) class D shares;
- GT holds thirty-two thousand one hundred and forty-five (32,145) class E shares;
- MT holds eighteen thousand one hundred and sixty-two (18,162) class D shares and seven thousand four hundred (7,400) class F shares;
- TB holds sixteen thousand (16,000) class F shares;
- KB holds six thousand (6,000) class F shares;
- RB holds ten thousand (10,000) class F shares;
- CD holds ten thousand (10,000) class F shares;
- SD holds two thousand five hundred (2,500) class F shares;
- SLW holds five hundred (500) class F shares;
- TA holds five hundred (500) class F shares; and
- MM holds five hundred (500) class F shares.

The Shareholders, TB, KB, RB, CD, SD, SLW, TA and MM now representing the entire share capital of the Company and constituting the Meeting, hereby take the following resolutions.

Fourth resolution

The Meeting subsequently unanimously resolves to amend article 5 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's corporate capital is set at twenty-eight thousand six hundred and seventy nine euro and fifty cents (EUR 28,679.50) represented by

(i) two million six hundred and eighty-two thousand nine hundred (2,682,900) class A shares in registered form with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the Class A Shares), (ii) zero (0) class B shares in registered form with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the Class B Shares), (iii) zero (0) class C shares in registered form with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the Class C Shares), (iv) ninety-four thousand five hundred and five (94,505) class D shares in registered form with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the Class D Shares), (v) thirty-two thousand one hundred and forty-five (32,145) class E shares in registered form with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the Class E Shares), and (vi) fifty eight thousand four hundred (58,400) class F shares in registered form with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, (the Class F Shares and together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares and the Class E Shares, the Shares), all subscribed and fully paid-up.

5.2 The holder(s) of the Class A Shares will be hereafter referred to as the Class A Shareholder(s).

5.3 The holder(s) of the Class B Shares will be hereafter referred to as the Class B Shareholder(s).

5.4. The holder(s) of the Class C Shares will be hereafter referred to as the Class C Shareholder(s).

5.5. The holder(s) of the Class D Shares will be hereafter referred to as the Class D Shareholder(s).

5.6. The holder(s) of the Class E Shares will be hereafter referred to as the Class E Shareholder(s).

5.7. The holder(s) of the Class F Shares will be hereafter referred to as the Class F Shareholder(s), and together with the Class A Shareholder(s), the Class B Shareholder(s), the Class C Shareholder(s), the Class D Shareholder(s) and the Class E Shareholder(s), the Shareholders).

5.8. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single Shareholder or, as the case may be, by the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.”

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend the shareholder's register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company and to any lawyer or employee of Stibbe Avocats in Luxembourg, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the new shares in the shareholder's register of the Company. There being no further business, the meeting is closed.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1,700.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-deux mai;

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg;

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de OCM Luxembourg Unicity Top Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.517, constituée le 8 novembre 2013 suivant un acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3282, page 157515 du 24 décembre 2013 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 28 avril 2015 suivant un acte du notaire instrumentant, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

ONT COMPARU:

1. OCM KSH Cayman Holdings, L.P., un exempted limited partnership constitué selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social chez Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman, KY1-9005, Iles Caïmans (OCM L.P.);

2. Robert John Crompton, né le 2 avril 1962, à Bolton (Royaume-Uni) résidant au 7, Admiral Stirling Court, Weybridge, Surrey, KT13 8XX, Royaume-Uni (RC);

3. Simon Pollitt, né le 22 mai 1981, à Newbury (Royaume-Uni) résidant au flat 14, 91 Newington Causeway, Londres SE1 6BN, Royaume-Uni (SP);

4. Brian Welsh né le 1^{er} septembre 1976, à Ipswich (Royaume Uni) résidant au 33 Vanda Crescent, St Albans AL1 5EX, Royaume-Uni (BW);

5. Grenville Turner, né le 15 novembre 1957, à Chesterfield (Royaume-Uni) résidant the Old Rectory, Puttenham Tring, Hertfordshire HP23 4PS, Royaume-Uni (GT);

6. Matthew Taylor, né le 30 août 1972 à Loughborough (Royaume-Uni) résidant au 138 Tranmere Road, Wandsworth, Londres SW18 3QU, Royaume-Uni (MT), et ensemble avec OCM L.P., RC, SP, BW et GT, les Associés);

ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé ayant son domicile professionnel à Junglinster, en vertu de procurations données sous seing privé;

Lesquelles procurations, après signature ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les Associés, précités et représentés comme indiqué ci-dessus et représentant la totalité du capital social de la Société, comme mentionné ci-dessous, ont requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Le capital social de la Société est actuellement fixé à vingt-huit mille quatre-vingt-quinze euros et cinquante centimes (EUR 28,095.50), représenté par (i) deux millions six cent quatre-vingt-deux mille neuf cents (2.682.900) parts sociales de classe A, (ii) zéro (0) part sociale de classe B, (iii) zéro (0) part sociale de classe C, sous forme nominative, (iv) quatre-vingt-quatorze mille cinq cent cinq (94,505) parts sociales de classe D, (v) trente-deux mille cent quarante-cinq (32,145) parts sociales de classe E, et (vi) zéro (0) part sociale de classe F, sous forme nominative et ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune;

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société, d'un montant actuel de vingt-huit mille quatre-vingt-quinze euros et cinquante centimes (EUR 28,095.50), représenté par (i) deux millions six cent quatre-vingt-deux mille neuf cents

(2.682.900) parts sociales de classe A, (ii) zéro (0) part sociale de classe B, (iii) zéro (0) part sociale de classe C, (iv) quatre-vingt-quatorze mille cinq cent cinq (94,505) parts sociales de classe D, (v) trente-deux mille cent quarante-cinq (32,145) parts sociales de classe E, et (vi) zéro (0) part sociale de classe F, sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, et toutes souscrites et entièrement libérées, à un montant de vingt-huit mille et six cent soixante-dix-neuf euros et cinquante centimes (EUR 28.679,50), par l'émission de cinquante-huit mille quatre-cent (58,400) nouvelles parts sociales de classe F, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune;

3. Souscription au paiement de l'augmentation de capital social mentionnée dans le point 2 ci-dessus;

4. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital adoptée sous le point 2 ci-dessus;

5. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout employé et/ou gérant de la Société et à tout avocat et/ou employé de Stibbe Avocats au Luxembourg, chacun agissant individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

6. Divers.

III. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés représentés à l'Assemblée se considérant eux-mêmes comme ayant été dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant actuel de vingt-huit mille quatre-vingt-quinze euros et cinquante centimes (EUR 28,095.50), représenté par (i) deux millions six cent quatre-vingt-deux mille neuf cents (2.682.900) parts sociales de classe A, (ii) zéro (0) part sociale de classe B, (iii) zéro (0) part sociale de classe C, (iv) quatre-vingt-quatorze mille cinq cent cinq (94,505) parts sociales de classe D, (v) trente-deux mille cent quarante-cinq (32,145) parts sociales de classe E, et (vi) zéro (0) part sociale de classe F, sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, et toutes souscrites et entièrement libérées, à un montant de vingt-huit mille six cent soixante-dix-neuf euros et cinquante centimes (EUR 28.679,50), par l'émission de cinquante-huit mille quatre-cents (58,400) nouvelles parts sociales de classe F, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune.

Troisième résolution

L'Assemblée accepte et enregistre les souscriptions suivantes pour un paiement intégral de l'augmentation du capital social ci-dessus, comme suit:

Souscription - Paiement

MT, prénommé et représenté comme mentionné ci-dessus, déclare souscrire à sept mille quatre cents (7,400) parts sociales de classe F ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, qui seront entièrement libérées en numéraire pour un montant total de soixante-quatorze euros (EUR 74);

SP, prénommé et représenté comme mentionné ci-dessus, déclare souscrire à cinq mille (5,000) parts sociales de classe F ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, qui seront entièrement libérées en numéraire pour un montant total de cinquante euros (EUR 50);

Tom Banning, né le 22 octobre 1980, à Cambridge (Royaume-Uni) demeurant au flat 204, 278, Magdalen Road, London, Royaume-Uni (TB), représenté par la présente, par Mr Max MAYER, préqualifié, en vertu de la procuration donnée sous seing privé, déclare souscrire à seize mille (16,000) parts sociales de classe F ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, qui seront entièrement libérées en numéraire pour un montant total de cent soixante euros (EUR 160);

Kate Banson, née le 13 juillet 1975, à Londres (Royaume-Uni), demeurant au 50, Birkbeck Road, London, Royaume-Uni (KB), représenté par la présente, par Mr Max MAYER, préqualifié, en vertu de la procuration donnée sous seing privé, déclare souscrire à six mille (6,000) parts sociales de classe F ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, qui seront entièrement libérées en numéraire pour un montant total de soixante euros (EUR 60);

Robin Bond, né le 6 février 1979, à Isleworth (Royaume-Uni) demeurant au 61, Laburnum Road, London, Royaume-Uni (RB), représenté par la présente, par Mr Max MAYER, préqualifié, en vertu de la procuration donnée sous seing privé, déclare souscrire à dix mille (10,000) parts sociales de classe F ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, qui seront entièrement libérées en numéraire pour un montant total de cent euros (EUR 100);

Christian Davis, né le 23 novembre 1978, à Chichester (Royaume-Uni) demeurant au 35, Romsey Road, Cambridge, Royaume-Uni (CD), représenté par la présente, par Mr Max MAYER, préqualifié, en vertu de la procuration donnée sous seing privé, déclare souscrire à dix mille (10,000) parts sociales de classe F ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, qui seront entièrement libérées en numéraire pour un montant total de cent euros (EUR 100);

Saloum Dabo, né le 23 septembre 1976, à Zinguinchor (Senegal), demeurant au 91, Alderwood, London, Royaume-Uni (SD), représenté par la présente, par Mr Max MAYER, préqualifié, en vertu de la procuration donnée sous seing privé,

déclare souscrire à deux mille cinq cents (2,500) parts sociales de classe F ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, qui seront entièrement libérées en numéraire pour un montant total de vingt-cinq euros (EUR 25);

Sarah Linton Walls, née le 5 novembre 1981, à Hammersmith (Royaume-Uni), demeurant au 39, Crispin Drive, Bedford (SLW), représenté par la présente, par Mr Max MAYER, préqualifié, en vertu de la procuration donnée sous seing privé, déclare souscrire à cinq cents (500) parts sociales de classe F ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, qui seront entièrement libérées en numéraire pour un montant total de cinq euros (EUR 5);

Anthony Allen, né le 8 juillet 1963, à Preston (Royaume-Uni), demeurant au 48, Broadgate Preston, Lancashire, Royaume-Uni (TA), représenté par la présente, par Mr Max MAYER, préqualifié, en vertu de la procuration donnée sous seing privé, déclare souscrire à cinq cents (500) parts sociales de classe F ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, qui seront entièrement libérées en numéraire pour un montant total de cinq euros (EUR 5);

Michelle Miles, née le 23 septembre 1980, in Boston (Royaume-Uni), demeurant au 179, Park Road East, Calverton, Nottingham, Royaume-Uni (MM), représenté par la présente, par Mr Max MAYER, préqualifié, en vertu de la procuration donnée sous seing privé, déclare souscrire à cinq cents (500) parts sociales de classe F ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, qui seront entièrement libérées en numéraire pour un montant total de cinq euros (EUR 5).

Le montant total de cinq cent quatre-vingt-quatre euros (EUR 584) est immédiatement à la libre disposition de la Société, dont la preuve a été apportée au notaire instrumentant au moyen d'un certificat de blocage.

Suite à l'augmentation du capital social de la Société, l'actionnariat de la Société sera composé comme suit:

- OCM L.P. détient deux millions six-cent quatre-vingt-deux mille neuf cents (2.682.900) parts sociales de classe A;
- RC détient quarante mille cent quatre-vingt-et-une (40.181) parts sociales de classe D;
- SP détient vingt mille quatre-vingt-dix (20.090) parts sociales de classe D et cinq mille (5,000) parts sociales de classe F;
- BW détient seize mille soixante-douze (16.072) parts sociales de classe D;
- GT détient trente-deux mille cent quarante-cinq (32.145) parts sociales de classe E;
- MT détient dix-huit mille cent soixante-deux (18.162) parts sociales de classe D et sept mille quatre cents (7,400) parts sociales de classe F;
- TB détient seize mille (16,000) parts sociales de classe F;
- KB détient six mille (6,000) parts sociales de classe F;
- RB détient dix mille (10,000) parts sociales de classe F;
- CD détient dix mille (10,000) parts sociales de classe F;
- SD détient deux mille cinq cents (2,500) parts sociales de classe F;
- SLW détient cinq cents (500) parts sociales de classe F;
- TA détient cinq cents (500) parts sociales de classe F; et
- MM détient cinq cents (500) parts sociales de classe F.

Les Associés TB, KB, RB, CD, SD, SLW, TA et MM représentant maintenant la totalité du capital social de la Société et constituant l'Assemblée, prennent, par la présente, les résolutions suivantes.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide unanimement de modifier l'article 5 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à vingt-huit mille six cent soixante-dix-neuf euros et cinquante centimes (28.679,50 EUR), représenté par (i) deux millions six-cent quatre-vingt-deux mille neuf cents (2.682.900) parts sociales de classe A sous forme nominative d'une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune (les Parts Sociales de Classe A), (ii) zéro (0) part sociale de classe B sous forme nominative d'une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune (les Parts Sociales de Classe B), (iii) zéro (0) part sociale de classe C sous forme nominative d'une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune (les Parts Sociales de Classe C), (iv) quatre-vingt-quatorze mille cinq cent cinq (94.505) parts sociales de classe D sous forme nominative d'une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune (les Parts Sociales de Classe D), (v) trente-deux mille cent quarante-cinq (32.145) parts sociales de classe E sous forme nominative d'une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune (les Parts Sociales de Classe E) et (vi) cinquante-huit mille quatre-cents (58 400) parts sociales de classe F sous forme nominative d'une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune (les Parts Sociales de Classe F et avec les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Classes Sociales de Classe D et les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales), toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe A sera/seront désigné(s) ci-après comme le(s) Associé(s) de Classe A.

5.3. Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe B sera/seront désigné(s) ci-après comme le(s) Associé(s) de Classe B.

5.4. Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe C sera/seront désigné(s) ci-après comme le(s) Associé(s) de Classe C.

5.5. Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe D sera/seront désigné(s) ci-après comme le(s) Associé(s) de Classe D.

5.6. Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe E sera/seront désigné(s) ci-après comme le(s) Associé(s) de Classe E.

5.7. Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe F sera/seront désigné(s) ci-après comme le(s) Associé(s) de Classe F, et avec le(s) Associé(s) de Classe A, le(s) Associé(s) de Classe B, le(s) Associé(s) de Classe C, le(s) Associé(s) de Classe D, et le(s) Associé(s) de Classe E, les Associés.

5.8. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par résolution de l'Associé Unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des Associés adoptée selon les modifications requises pour la modification des Statuts.»

Cinquième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et tout avocat ou employé de Stibbe Avocats à Luxembourg, chacun agissant individuellement, afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des nouvelles parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est close.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ 1.700,- EUR

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par le présent acte qu'à la requête des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, rédigé et passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, le mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 28 mai 2015. Relation GAC/2015/4454. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015086569/360.

(150098995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Bil Manage Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 178.517.

Par décision de l'assemblée générale annuelle du 13 mai 2015, les mandats des administrateurs M. Adrian Leuenberger, avec adresse professionnelle à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch, Président M. Alexandre Dumont, avec adresse professionnelle à L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée M. Martin Freiermuth, avec adresse professionnelle à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch M. Pierre Malevez, avec adresse professionnelle à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch et du commissaire aux comptes

Ernst & Young, avec siège social à L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall ont été renouvelés pour la durée d'un an, expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Luxembourg, le 3 juin 2015.

BIL MANAGE INVEST

Société anonyme

Alexandre Dumont / Pierre Malevez

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015088732/20.

(150101885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

ProLogis European Holdings VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 53.513.725,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 85.899.

ProLogis European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.000.025,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 70.891.

ProLogis European Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 78.783.

ProLogis European Holdings IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.300.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 83.847.

ProLogis European Holdings VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 89.987.

ProLogis European Holdings VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 96.998.

ProLogis European Holdings IX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.180.275,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 96.997.

ProLogis European Holdings XV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 141.614.

ProLogis European Holdings XVI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 141.916.

ProLogis European Holdings XVII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 137.200.

ProLogis European Holdings XVIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 122.106.

ProLogis European Holdings XIX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 141.590.

—
JOINT MERGER PROPOSAL

In the year two-thousand and fifteen, on the fifteenth day of July.

Before us, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

(1) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Meerkerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings VI S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 85.899 and incorporated by a notarial deed dated January 22nd, 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 767 of May 21st, 2002 and whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of the 10th day of December, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 284 of the 31st day of January, 2014, hereinafter referred to as the “Absorbing Company”,

(2) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Meerkerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 70.891 and incorporated by a notarial deed enacted on July 6th, 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 759 of the 13th day of October, 1999, and whose articles have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of the 9th day of December, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 307 of the 5th day of February, 2015, hereinafter referred to as the “Absorbed Company 1”,

(3) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Meerkerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings II S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 78.783 and incorporated by a notarial deed on the 3rd day of November, 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 376 of the 22nd day of May, 2005, whose articles of association have not been amended since,

hereinafter referred to as the “Absorbed Company 2”,

(4) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Meerkerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings IV S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 83.847 and incorporated by a notarial deed enacted on the 12th day of September, 2001 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 227 of the 9th day of February, 2002, whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of the 10th day of December, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 317 of the 4th day of February, 2014, hereinafter referred to as the “Absorbed Company 3”,

(5) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Meerkerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings VII S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 89.987 and incorporated by a notarial deed enacted on the 5th November 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1793 of the 18th day of December 2002, whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of the 10th day of December, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 297 of the 1st day of February, 2014, hereinafter referred to as the “Absorbed Company 4”,

(6) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Meerkerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings VIII S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 96.998 and incorporated by a notarial deed enacted on the 14th day of November, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1306 of the 8th day of December, 2003 and whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of the 12th day of January, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 820 of the 25th day of April, 2006, hereinafter referred to as the “Absorbed Company 5”,

(7) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Merkeerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings IX S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 96.997 and incorporated by a notarial deed dated November 4th, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1306 of the 8th day of December, 2003, whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a notarial deed of the 13th day of March, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1406 of the 13th day of June, 2013,

hereinafter referred to as the “Absorbed Company 6”,

(8) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Merkeerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings XV S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 141.614 and incorporated by a deed of the undersigned notary enacted on the 5th day of September, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2425 of the 3rd day of October, 2008, whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of the 9th day of December, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 278 of the 3rd day of February, 2015

hereinafter referred to as the “Absorbed Company 7”,

(9) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Merkeerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings XVI S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 141.916 and incorporated by a deed of the undersigned notary enacted on the 23rd day of September, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2514 of October 15th, 2008, whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of the 27th day of October, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2364 of the 3rd day of December, 2009,

hereinafter referred to as the “Absorbed Company 8”,

(10) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Merkeerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings XVII S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137.200 and incorporated by a deed of the undersigned notary on the 10th day of March, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 930 of the 15th day of April, 2008, whose articles have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of the 11th day of November, 2009 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2543 of December 13th, 2009,

hereinafter referred to as the “Absorbed Company 9”,

(11) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Merkeerk, manager,

acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings XVIII S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 122.106 and incorporated by a deed of the undersigned notary enacted on the 17th day of November, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 38 of the 24th day of January, 2007, whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of the 20th day of November, 2009 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 75 of the 12th day of January, 2010.

hereinafter referred to as the “Absorbed Company 10”,

(12) ProLogis Directorship S.à r.l., with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, itself represented by Gerrit Jan Merkeerk, manager,

acting as manager on behalf of acting as manager on behalf of ProLogis European Holdings XIX S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 141.590 and incorporated by a deed of the undersigned notary enacted on the 5th day of September, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2420 of the 3rd day of October, 2003, and whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a

deed of the undersigned notary of the 9th day of December, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 296 of the 4th day of February, 2015,

hereinafter referred to as the “Absorbed Company 11”, together with the 10 aforementioned Absorbed Companies referred to as the “Absorbed Companies” and together with the Absorbing Company referred to as the “Merging Companies”,

The appearing parties, represented in the manner hereabove stated, have requested the undersigned notary to record the following joint merger proposal (the “Joint Merger Proposal”):

1. ProLogis European Holdings VI S.à r.l. The Absorbing Company exists under the name of ProLogis European Holdings VI S.à r.l. and is a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 85.899

The subscribed capital of the Absorbing Company is set at EUR 53,513,725.- represented by 2,140,549 shares with a nominal value of EUR 25.- each, which are fully paid up.

2. ProLogis European Holdings S.à r.l. The Absorbed Company 1 exists under the name of, ProLogis European Holdings S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 70.891.

The subscribed capital of the Absorbed Company 1 is set at EUR 3,000,025.- represented by 96,775 shares with a nominal value of EUR 31.- each, which are fully paid up.

3. ProLogis European Holdings II S.à r.l. The Absorbed Company 2 exists under the name of, ProLogis European Holdings II S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 78.783.

The subscribed capital of the Absorbed Company 2 is set at EUR 12,500.- represented by 500 shares with a nominal value of EUR 25.- each, which are fully paid up.

4. ProLogis European Holdings IV S.à r.l. The Absorbed Company 3 exists under the name of, ProLogis European Holdings IV S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 83.847.

The subscribed capital of the Absorbed Company 3 is set at EUR 1,300,000.- represented by 1,300 shares with a nominal value of EUR 1,000.- each, which are fully paid up.

5. ProLogis European Holdings VII S.à r.l. The Absorbed Company 4 exists under the name of, ProLogis European Holdings VII S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 89.987.

The subscribed capital of the Absorbed Company 4 is set at EUR 15,000.- represented by 600 shares with a nominal value of EUR 25.- each, which are fully paid up.

6. ProLogis European Holdings VIII S.à r.l. The Absorbed Company 5 exists under the name of, ProLogis European Holdings VIII S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 96.998.

The subscribed capital of the Absorbed Company 5 is set at EUR 14,500.- represented by 500 shares with a nominal value of EUR 29.- each, which are fully paid up.

7. ProLogis European Holdings IX S.à r.l. The Absorbed Company 6 exists under the name of, ProLogis European Holdings IX S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 96.997.

The subscribed capital of the Absorbed Company 6 is set at EUR 16,180,275.- represented by 647,211 shares with a nominal value of EUR 25.- each, which are fully paid up.

8. ProLogis European Holdings XV S.à r.l. The Absorbed Company 7 exists under the name of, ProLogis European Holdings XV S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 141.614.

The subscribed capital of the Absorbed Company 7 is set at EUR 15,000.- represented by 600 shares with a nominal value of EUR 25.- each, which are fully paid up.

9. ProLogis European Holdings XVI S.à r.l. The Absorbed Company 8 exists under the name of, ProLogis European Holdings XVI S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 141.916.

The subscribed capital of the Absorbed Company 8 is set at EUR 30,000.- represented by 1,200 shares with a nominal value of EUR 25.- each, which are fully paid up.

10. ProLogis European Holdings XVII S.à r.l. The Absorbed Company 9 exists under the name of, ProLogis European Holdings XVII S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137.200.

The subscribed capital of the Absorbed Company 9 is set at EUR 15,000.- represented by 600 shares with a nominal value of EUR 25.- each, which are fully paid up.

11. ProLogis European Holdings XVIII S.à r.l. The Absorbed Company 10 exists under the name of, ProLogis European Holdings XVIII S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 122.106

The subscribed capital of the Absorbed Company 10 is set at EUR 15,000.- represented by 600 shares with a nominal value of EUR 25.- each, which are fully paid up.

12. ProLogis European Holdings XIX S.à r.l. The Absorbed Company 11 exists under the name of, ProLogis European Holdings XIX S.à r.l. a société à responsabilité limitée with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 141.590.

The subscribed capital of the Absorbed Company 11 is set at EUR 15,000.- represented by 600 shares with a nominal value of EUR 25.- each, which are fully paid up.

13. Merger. The Absorbing Company contemplates to merge with and absorb each of the Absorbed Companies under the simplified procedure regime (the “Merger”) provided for in Section XIV, Sub-Section III, namely the Articles 278 to 283, of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”).

14. Effective Date of the Merger - Accounting Date. The Merger will be realized internally on the day the undersigned notary certifies at the request of the Merging Companies that the conditions of Article 279 of the Law are fulfilled (the “Effective Date”).

The Merger shall be effective vis-à-vis third parties on the day of publication of the acknowledgment of effectiveness of the Merger in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

From an accounting perspective, the Merger will be considered as accomplished on the Effective Date of the merger too, the date from which the accounting operations of each of the Absorbed Companies will be assumed for the account of the Absorbing Company.

15. Financial Accounts. The Absorbing Company's annual accounts for the last three years have been approved by the shareholder of the Absorbing Company and deposited at the Luxembourg Trade and Companies Register.

The annual accounts of each of the Absorbed Companies for the last three years have been approved by the respective shareholder of the Absorbed Companies and deposited at the Luxembourg Trade and Companies Register.

In compliance with Article 267, paragraph 1 of the Law, the shareholders of each of the Merging Companies agreed unanimously to waive the requirement of preparing interim accounts of the Merging Companies.

16. Assets and liabilities contributed. Pursuant to the Merger, each of the Absorbed Companies, following their dissolution without liquidation, transfer all their respective assets and liabilities, including for the avoidance of doubt with any encumbrances or charges thereon, to the Absorbing Company. The assets and liabilities are transferred at book value on the Effective Date.

17. Merger formalities. The Absorbing Company shall carry out all formalities including such publications as are prescribed by Article 273 of the Law, which are necessary or useful to carry out and to effect the Merger and to transfer and assign the assets and liabilities of each of the Absorbed Companies in accordance with Article 274 of the Law.

18. Convertible instruments issued by the Merging Companies. Other than its shares, neither of the Merging Companies has issued any convertible bonds or other convertible financial instruments.

19. Special advantages. No special advantages will be attributed to the members of the boards of managers of each of the Merging Companies nor to any other party involved in the Merger.

20. Consultation of documentation. All the shareholders of each of the Merging Companies are entitled to inspect the documents specified in article 267, paragraph 1 (a), (b) and (c) of the Law at the respective registered office of each of the Merging Companies at least one month as from the publication of this Joint Merger Proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The documents referred to under this paragraph are the Joint Merger Proposal, the annual accounts as well as the management reports on such accounts of each of the Merging Companies for the past three financial years.

Each shareholder may obtain a copy of the above referred documents upon request and free of charge.

21. General meeting of the shareholder of the Absorbing Company. In compliance with the provisions of Article 279 of the Law, there is no requirement that a general meeting of shareholder of each of the Absorbed Companies be called in order to resolve upon the approval of the Merger considering that each of the Absorbed Companies is wholly owned by the Absorbing Company.

It is further noted that the shareholder of the Absorbing Company is entitled to require that a general meeting of shareholder of the Absorbing Company be called in order to resolve on the approval of the Merger. The meeting must be convened so as to be held within one month of the request for it to be held.

22. Dissolution of the Absorbed Companies. The Merger will result in the dissolution without liquidation of each of the Absorbed Companies as of the Effective Date.

23. Corporate Records of the Absorbed Companies. All corporate documents, files and records of each of the Absorbed Companies shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for the duration prescribed by law.

24. Issued capital of the Absorbing Company following the Merger. The Merger will not entail a modification of the issued capital of the Absorbing Company.

25. Expenses. The expenses, costs, fees and charges resulting from the Merger shall be borne by the Absorbing Company.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the Joint Merger Proposal and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to Article 271 (2) of the Law.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Absorbing Company are estimated at approximately eight thousand eight hundred euros (8,800.-EUR).

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their company name and registered office, the said persons signed, together with the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinze juillet.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

(1) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings VI S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 85.899 et constituée suivant un acte notarié du 22 janvier 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 767 du 21 mai 2002, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire instrumentant du 10 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 284 du 31 janvier 2014, ci-après désignée la «Société Absorbante»,

(2) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 70.891 et constituée suivant acte notarié en date du 6 juillet 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 759 du 13 octobre 1999, dont les statuts ont été modifiés suivant acte notarié du 9 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 307 du 5 février 2015,

ci-après désignée la «Société Absorbée 1»,

(3) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings II S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 78.783 et constituée suivant un acte notarié du 3 novembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 376 du 22 mai 2005, dont les statuts n'ont pas été modifiés jusqu'à ce jour,

ci-après désignée la «Société Absorbée 2»,

(4) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée

au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 83.847 et constituée suivant un acte notarié en date du 12 septembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 227 du 9 février 2002, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire instrumentant du 10 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 317 du 4 février 2014,

ci-après désignée la «Société Absorbée 3»,

(5) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings VII S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 89.987 et constituée suivant un acte notarié en date du 5 novembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1793 du 18 décembre 2002, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant du 10 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 297 du 1^{er} février 2014,

ci-après désignée la «Société Absorbée 4»,

(6) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings VIII S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.998 et constituée suivant acte notarié en date du 14 novembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1306 du 8 décembre 2003, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant du 12 janvier 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 820 of the 25th day of April, 2006.

ci-après désignée la «Société Absorbée 5»,

(7) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings IX S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.997 et constituée suivant un acte du notaire instrumentant en date du 4 novembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1306 du 8 décembre 2003, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte notarié du 13 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1406 du 13 juin 2013,

ci-après désignée la «Société Absorbée 6»,

(8) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings XV S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.614 et constituée suivant un acte du notaire instrumentant en date du 5 septembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2425 du 3 octobre 2008, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant du 9 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 278 du 3 février 2015,

ci-après désignée la «Société Absorbée 7»,

(9) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings XVI S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.916 et constituée suivant un acte du notaire instrumentant en date du 23 septembre 2008 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2514 du 15 octobre 2008, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant du 27 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2364 du 3 décembre 2009,

ci-après désignée la «Société Absorbée 8»,

(10) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings XVII S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.200 et constituée suivant un acte du notaire instrumentant en date du 10 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 930 du 15 avril 2008, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant du 11 novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2543 du 13 décembre 2009, ,

ci-après désignée la «Société Absorbée 9»,

(11) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings XVIII S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122.106 et constituée suivant un acte du notaire instrumentant en date du 17 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 38 du 24 janvier 2007, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant du 20 novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 75 du 12 janvier 2010,

ci-après désignée la «Société Absorbée 10»

(12) ProLogis Directorship S.à.r.l., ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, elle-même représentée par Gerrit Jan Merkeerk, gérant,

agissant en tant que gérant pour le compte de ProLogis European Holdings XIX S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.590 et constituée suivant un acte du notaire instrumentant en date du 5 septembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2420 du 3 octobre 2003, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant du 9 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 296 du 4 février 2015,

ci-après désignée la «Société Absorbée 11» collectivement avec les 10 Sociétés Absorbées précitées qualifiées de «Sociétés Absorbées» et collectivement avec la Société Absorbante les «Sociétés Fusionnantes»;

Les comparants, représentés comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter le projet commun de fusion suivant (le «Projet Commun de Fusion»):

1. ProLogis European Holdings VI S.à r.l. La Société Absorbante existe sous le nom ProLogis European Holdings VI S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 85.899.

Le capital social souscrit de la Société Absorbante est fixé à EUR 53.513.725,-, représenté par 2.140.549 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, toutes entièrement libérées.

2. ProLogis European Holdings S.à r.l. La Société Absorbée 1 existe sous le nom ProLogis European Holdings S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 70.891.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 1 est fixé à EUR 3.000.025,-, représenté par 96.775 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 31,- chacune, toutes entièrement libérées.

3. ProLogis European Holdings II S.à r.l. La Société Absorbée 2 existe sous le nom ProLogis European Holdings II S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 78.783.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 2 est fixé à EUR 12.500,-, représenté par 500 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, toutes entièrement libérées.

4. ProLogis European Holdings IV S.à r.l. La Société Absorbée 3 existe sous le nom ProLogis European Holdings IV S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 83.847.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 3 est fixé à EUR 1.300.000,-, représenté par 1.300 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1.000,- chacune, qui sont entièrement détenues par la Société Absorbante et toutes entièrement libérées.

5. ProLogis European Holdings VII S.à r.l. La Société Absorbée 4 existe sous le nom ProLogis European Holdings VII S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 89.987.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 4 est fixé à EUR 15.000,-, représenté par 600 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, qui sont entièrement détenues par la Société Absorbante et toutes entièrement libérées.

6. ProLogis European Holdings VIII S.à r.l. La Société Absorbée 5 existe sous le nom ProLogis European Holdings VIII S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté,

L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.998.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 5 est fixé à EUR 14.500,-, représenté par 500 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 29,- chacune, qui sont entièrement détenues par la Société Absorbante et toutes entièrement libérées.

7. ProLogis European Holdings IX S.à r.l. La Société Absorbée 6 existe sous le nom ProLogis European Holdings IX S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.997.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 6 est fixé à EUR 16.180.275,-, représenté par 647.211 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, qui sont entièrement détenues par la Société Absorbante et toutes entièrement libérées.

8. ProLogis European Holdings XV S.à r.l. La Société Absorbée 7 existe sous le nom ProLogis European Holdings XV S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.614.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 7 est fixé à EUR 15.000,-, représenté par 600 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, qui sont entièrement détenues par la Société Absorbante et toutes entièrement libérées.

9. ProLogis European Holdings XVI S.à r.l. La Société Absorbée 8 existe sous le nom ProLogis European Holdings XVI S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.916.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 8 est fixé à EUR 30.000,-, représenté par 1.200 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, qui sont entièrement détenues par la Société Absorbante et toutes entièrement libérées.

10. ProLogis European Holdings XVII S.à r.l. La Société Absorbée 9 existe sous le nom ProLogis European Holdings XVII S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.200.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 9 est fixé à EUR 15.000,-, représenté par 600 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, qui sont entièrement détenues par la Société Absorbante et toutes entièrement libérées.

11. ProLogis European Holdings XVIII S.à r.l. La Société Absorbée 10 existe sous le nom ProLogis European Holdings XVIII S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122.106.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 10 est fixé à EUR 15.000,-, représenté par 600 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, qui sont entièrement détenues par la Société Absorbante et toutes entièrement libérées.

12. ProLogis European Holdings XIX S.à r.l. La Société Absorbée 11 existe sous le nom ProLogis European Holdings XIX S.à r.l. et revêt la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.590.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée 11 est fixé à EUR 15.000,-, représenté par 600 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, qui sont entièrement détenues par la Société Absorbante et toutes entièrement libérées.

13. Fusion. La Société Absorbante prévoit de fusionner et d'absorber chacune des Sociétés Absorbées selon la procédure de fusion simplifiée (la «Fusion») telle que prévue à la Section XIV, Sous-section III, notamment les Articles 278 à 283, de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi»).

14. Date de Prise d'Effet de la Fusion - Date Comptable. La Fusion sera réalisée en interne le jour auquel le notaire soussigné certifie sur requête des Sociétés Fusionnantes que les conditions de l'article 279 de la Loi sont remplies (la «Date de Prise d'Effet»).

La Fusion a effet à l'égard des tiers le jour de la publication du constat d'effectivité de la Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour des besoins comptables, la Fusion sera considérée réalisée à la Date de Prise d'Effet de la fusion aussi, la date à laquelle les opérations comptables de chacune des Sociétés Absorbées seront accomplies pour le compte de la Société Absorbante.

15. Comptes Annuels. Les comptes annuels de la Société Absorbante pour les trois derniers exercices ont été approuvés par l'associé de la Société Absorbante et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels de chacune des Sociétés Absorbées pour les trois derniers exercices ont été approuvés par l'associé de chacune des Sociétés Absorbées et déposés au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

En application de l'Article 267, paragraphe 1 de la Loi, les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes ont approuvé à l'unanimité de renoncer à l'exigence de préparer les comptes intermédiaires des Sociétés Fusionnantes.

16. Actifs et Passif apportés. En conséquence de la Fusion, chacune des Sociétés Absorbées, suivant sa dissolution sans liquidation, transmet tous ses actifs et son passif respectif, incluant, pour éviter toute incertitude, tous les droits et charges les grevant, à la Société Absorbante. Les actifs et le passif sont transmis à la valeur comptable à la Date de Prise d'Effet.

17. Formalités liées à la Fusion. La Société Absorbante devra exécuter elle-même toutes les formalités incluant les publications telles que prescrites par l'Article 273 de la Loi, qui sont nécessaires ou utiles à l'exécution et à la prise d'effet de la Fusion et à la transmission et la cession des actifs et du passif de chacune des Sociétés Absorbées conformément à l'Article 274 de la Loi.

18. Instruments convertibles émis par les Sociétés Fusionnantes. A part ses parts sociales, aucune des Sociétés Fusionnantes n'a émis d'obligations convertibles ou autres instruments financiers convertibles.

19. Avantages spéciaux. Aucun avantage spécial ne sera attribué aux membres des conseils de gérance de chacune des Sociétés Fusionnantes, ni à aucune autre partie impliquée dans la Fusion.

20. Consultation de la documentation. Tous les associés des Sociétés Fusionnantes ont le droit d'inspecter les documents mentionnés à l'article 267, alinéa 1 (a), (b) et (c) de la Loi au siège social respectif des Sociétés Fusionnantes à compter d'un mois au moins de la publication de ce Projet Commun de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les documents mentionnés dans cet alinéa sont le Projet Commun de Fusion, les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion sur ces comptes de chacune des Sociétés Fusionnantes pour les trois derniers exercices.

Chaque associé peut obtenir copie des documents mentionnés ci-dessus sur demande et gratuitement.

21. Assemblée générale de l'associé de la Société Absorbante. Conformément aux dispositions de l'article 279 de la Loi, il n'est pas requis qu'une assemblée générale des associés de chacune des Sociétés Absorbées soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la Fusion dans la mesure où chacune des Sociétés Absorbées est entièrement détenue par la Société Absorbante.

Part ailleurs l'associé de la Société Absorbante a le droit de requérir qu'une assemblée générale de la Société Absorbante soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la Fusion. L'assemblée doit être convoquée de façon à être tenue dans le mois de sa réquisition.

22. Dissolution de la Société Absorbée. La Fusion entraînera la dissolution sans liquidation de chacune des Sociétés Absorbées à partir de la Date de Prise d'Effet.

23. Documents Sociaux de la Société Absorbée. Tous les documents sociaux, livres et documents comptables de chacune des Sociétés Absorbées seront conservés au siège social de la Société Absorbante pour la durée prescrite par la loi.

24. Capital social de la Société Absorbante à l'issue de la Fusion. La Fusion n'entraînera pas de modification du capital émis de la Société Absorbante.

25. Frais. Tous les frais, dépenses, honoraires et charges résultant de la Fusion devront être supportés par la Société Absorbante.

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité du Projet Commun de Fusion et de tous les actes, documents, et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes conformément à l'article 271 (2) de la Loi.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société Absorbante en raison du présent acte sont évalués à huit mille huit cents euros (8.800,- EUR).

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leur dénomination sociale et siège social, ils ont signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: G. J. MEERMERK, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 21 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/23028. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127716/548.

(150136960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

OVER THE RAINBOW - Ecole Maternelle & Primaire Multilingue A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-2270 Luxembourg, 5, rue d'Orval.

R.C.S. Luxembourg F 8.626.

Extrait de la résolution prise lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 10 juin 2015

L'Assemblée a pris la décision de compléter l'article 4 des statuts de l'association par la phrase suivante:

«En générale, l'Association pourra effectuer toutes opérations financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.»

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015088312/13.

(150100410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

SES TechCom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg B 104.514.

EXTRAIT

Suite à la résolution de l'actionnaire unique de la société du 25 mars 2015, les mandats des administrateurs ci-dessous ont été renouvelés pour une durée de 3 ans:

- Ferdinand Kayser
- Pdraig McCarthy
- Martin Halliwell
- Daniel Biedermann
- Wilfried Urner

L'actionnaire unique a décidé de nommer M. Aslan Tricha et M. Elias Zaccack, domiciliés 1129 20th Street North West Suite # 1000, 20036 Washington DC, Etats-Unis, comme administrateurs pour une durée de 3 ans.

L'ensemble des mandats des administrateurs prendront donc fin à l'issue de l'Assemblée Générale de 2018; les membres du Conseil d'administration sont désormais les suivants:

- Ferdinand Kayser
- Pdraig McCarthy
- Martin Halliwell
- Daniel Biedermann
- Aslan Tricha
- Wilfried Urner
- Elias Zaccack

Suite à cette même résolution, le mandat du Réviseur d'Entreprise PricewaterhouseCoopers Société Coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg, a été renouvelé pour une durée d'un an. Le mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Betzdorf, le 28 mai 2015.

Pour la Société

Pierre Margue

Un mandataire / Vice Président, Legal Services Corporate and Finance

Référence de publication: 2015087521/34.

(150099739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Menuiserie Majoie Michel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8422 Steinfort, 71, rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 73.229.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze,

le vingt-neuf mai.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg)

A comparu:

La société anonyme STEEKAUL S.A., avec siège social à L-8422 Steinfort, 71, rue de Hobscheid, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 73.342.

Laquelle comparante est ici représentée par Monsieur Max FUNCK, employé, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 4 mai 2015,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I.- Que la société anonyme MENUISERIE MAJOIE MICHEL S.A., avec siège social à L-8422 Steinfort, 71, rue Hobscheid, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 73.229 (NIN 1999 2234 019) a été constituée suivant acte reçu par le notaire Frank BADEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 9 décembre 1999, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 136 du 10 février 2000.

II.- Que le capital de la société s'élève à soixante-deux mille Euros (€ 62.000.-), représenté par mille (1.000) actions.

III.- Que la société ne possède pas d'immeubles ou de parts d'immeuble.

IV.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare expressément que la société MENUISERIE MAJOIE MICHEL S.A. n'est impliquée dans aucun litige ou procès de quelque nature qu'il soit et que les actions ne sont pas mises en gage ou en nantissement.

Après avoir énoncé ce qui précède, la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et pour autant que nécessaire décide de dissoudre la société MENUISERIE MAJOIE MICHEL S.A..

En conséquence de cette dissolution, l'actionnaire unique, agissant pour autant que de besoin en tant que liquidateur de la société, déclare que:

- tous les éléments d'actifs ont été réalisés et que tout le passif de la société MENUISERIE MAJOIE MICHEL S.A. a été réglé et qu'elle demeurera responsable de toutes dettes et de tous engagements financiers éventuels, présentement inconnus de la prédite société, aussi bien que des frais qui résulteront de cet acte;

- la liquidation de la prédite société étant ainsi achevée, et partant la liquidation de la prédite société est à considérer comme faite et clôturée;

- décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs, à l'administrateur délégué et au commissaire aux comptes de la société pour l'exercice de leurs fonctions;

- les livres et les documents de la société dissoute seront conservés pour une période de cinq ans au siège social de la société dissoute à L-8422 Steinfort, 71, rue de Hobscheid;

- pour la publication et dépôt à faire tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes;

- le registre des actions et/ou les actions est/sont à détruire en présence du notaire instrumentant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuels, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: M, FUNCK, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 1^{er} juin 2015. Relation: GAC/2015/4562. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G.SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015088218/52.

(150100248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.